Paru dans : Wladimir ANDREFF (dir.), *La mondialisation, stade suprême du capitalisme ? : en hommage à Charles-Albert Michalet*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2013, pp. 129-151

Mondialisation et « impérialisme à l'envers »

Pierre Dockès[*]

Dès le début des années 1970[1], Charles Albert Michalet analysait - l'un des premiers - les firmes multinationales et leur rôle dans la mondialisation, et en 1976 paraissait *Le capitalisme mondial* aux Presses universitaires de France. Dans l'esprit du temps, il avait alors repensé de façon critique les grandes thèses de l'impérialisme pour tester leur adéquation aux transformations en cours.

Dès 2002, dans *Qu'est-ce que la mondialisation*, et surtout en 2007, dans *Mondialisation, la grande rupture*, Charles Albert Michalet avait eu l'intuition de ce qu'il nommait « l'impérialisme à l'envers », celui de jeunes économies émergentes, par une forme de « dialectique du maître et de l'esclave » inspirée de Hegel.

Les théories de l'impérialisme qui se développèrent jadis sous les plumes de John A. Hobson (le premier à employer le terme en 1902 dans son ouvrage *Imperialism, A Study*[2]), des austro-marxistes (Otto Bauer et Rudolph Hilferding), de Rosa Luxemburg et de Lénine, méritent d'être revisitées. Leur argumentation est d'actualité, mais à condition de renverser la perspective à laquelle nous sommes habitués. Ne peut-on se demander en effet si les théories de l'impérialisme telles qu'un Lénine ou une Rosa Luxemburg les ont popularisées ne s'appliquent pas *aujourd'hui* à un pays émergent comme la Chine. L'impérialisme, loin d'être le stade suprême du capitalisme, en serait le stade d'émergence, une maladie sinon infantile du capitalisme, du moins de son adolescence. À ce titre mieux vaudrait parler d'impérialisme *d'émergé*.

Est-il nécessaire de rappeler que l'Angleterre et la France de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, les États-Unis après la Seconde guerre mondiale, pays au capitalisme de maturité, étaient des nations colonialistes ou impérialistes ? Il s'agit donc seulement ici de relire les *théories de l'impérialisme* de ce début du XXe siècle en remarquant qu'elles s'appliquent aujourd'hui à un grand pays émergent. D'ailleurs des auteurs comme John A. Hobson, Rudolph Hilferding et Joseph A. Schumpeter avaient compris que les caractéristiques des pays alors émergents les poussaient à l'impérialisme.

---

[*] Professeur émérite à l'université Lyon 2, chercheur à Triangle UMR CNRS 5206.

[1] *L'entreprise plurinationale*, Dunod, 1970.

[2] *Imperialism, A Study*, London, Constable, 1905.

1. L'impérialisme de maturité : exportation de marchandises *versus* exportation de capitaux

Commençons par les thèses « classiques » analysées, critiquées et repensées par Charles Albert Michalet, celles de Rosa Luxemburg et de Lénine ; elles opposent un capitalisme par les exportations de marchandises à un impérialisme par les exportations de capitaux. Dans les deux cas, il s'agit d'impérialismes de la maturité.

Rosa Luxembourg développe, dans *L'Accumulation du capital*[3] (en 1913), une théorie de l'impérialisme axée sur l'exportation de marchandises. Dans la mesure où les salariés ne peuvent jamais consommer que la part de la valeur produite qui correspond à leurs salaires, la part qui correspond au surplus doit être, soit dépensée par les capitalistes (une part qui ne peut se gonfler beaucoup), soit accumulée en nouveau capital. Cependant, les occasions d'investir (pour reprendre l'expression de J. M. Keynes) tendent à faire progressivement défaut avec l'accumulation du capital. Pourquoi ? Parce qu'elles reposent en définitive sur une base de consommation qui ne peut s'accroître du fait de la stagnation des salaires. Certes, même avec une base de consommation entravée par les rapports sociaux capitalistes, l'accumulation dans la seule « section 1 » où sont produits les moyens de production est durablement possible (« le manège de Tugan-Baranowski », soit l'achat de machines pour produire des machines), mais pas éternellement. Il arrive un moment où, comme une pyramide reposant sur sa pointe, l'énorme masse des moyens de production devient trop importante par rapport à la base restée étroite de la consommation, et où l'effondrement dans les crises de réalisation[4] devient fatal. Il s'agit donc bien d'un stade de maturité du capitalisme. Elle était en filigrane dans la théorie marxienne de la crise de réalisation.

Le capitalisme doit donc trouver une issue hors de lui-même, soit d'abord surtout vers des classes extra-capitalistes, mais intra-nationales (paysans, propriétaires, …), soit, ensuite surtout, lorsque ces dernières font défaut ou sont paupérisées, par la voie de l'exportation des marchandises vers les espaces « extérieurs » non encore capitalistes. D'où l'impérialisme pour les exportations et par les exportations, et les conquêtes coloniales pour fournir des débouchés aux entreprises. Un impérialisme de la maturité caractérisé par des conflits entre les grandes puissances pour le partage du monde.

Lorsque le capitalisme se sera généralisé à l'ensemble de la planète, les contradictions inter-impérialistes se durciront, les possibilités d'exporter vers un « extérieur » disparaissant, et les crises deviendront plus sévères, jusqu'à la « crise finale ».

Lénine aboutit, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916-17)[5], à la définition classique suivante de l'impérialisme : « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.* »[6] Les stratégies

---

[3] *L'Accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme,* in *Œuvres*, t. III, IV, Paris, Maspero (Petite collection), 1969.

[4] Par « réalisation », Marx entendait celle des valeurs produites par leur vente sur le marché, la transformation de la marchandise en argent.

[5] Traduction française, Moscou, Éd. du Progrès, 1969.

[6] Ibid., chap. VII (cette définition synthétise « les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions

monopolistes des trusts et des cartels, celles des banques, conduisent à une suraccumulation du capital, d'où son nécessaire débordement, la situation misérable des classes laborieuses ; l'excès d'épargne (il se réclame de Hobson sur ce point tout en critiquant son réformisme « petit-bourgeois » de social-démocrate) ne permettant pas de développer le marché intérieur, ne fournissant pas suffisamment d'occasions d'investir.

L'impérialisme à la Lénine est donc relié à l'idée de capitalisme de maturité, voire même « en putréfaction » et de plus en plus « parasitaire ». Le capitalisme de maturité dégage trop de surplus ou trop d'épargne pour qu'il puisse être réinvesti sur place, le marché intérieur manque de ressort faute d'une base de consommation suffisante.

L'opposition entre un impérialisme fondé sur l'exportation de marchandises et un impérialisme fondé sur les exportations de capitaux n'a guère de sens, hier comme aujourd'hui. D'ailleurs Rosa Luxemburg déjà reliait les deux : si elle met l'accent sur le rôle des exportations de marchandises, elle explique que se pose non seulement la question de la réalisation des valeurs produites, mais aussi celle de leur capitalisation, et que celle-ci suppose l'exportation du capital, la propagation du rapport de production capitaliste, d'où procède la difficulté croissante de la réalisation « externe »[7]. Aujourd'hui, la liaison entre exportation de marchandises et exportation de capitaux est encore plus marquée : nous verrons qu'en Chine, le paradigme de l'émergence accélérée fondée sur l'agressivité des exportations se double de la constitution de réserves colossales qui servent à l'achat de dettes privées ou souveraines ainsi qu'à des investissements directs ou de portefeuille à l'étranger.

Ajoutons qu'à la veille et surtout au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le courant de la « maturité du capitalisme » se renforcera. Les marxistes américains, Baran et Sweezy, considèrent alors qu'à ce stade de maturité, le capitalisme produit fatalement un surplus non absorbable par l'investissement et la consommation, son exportation apparaissant comme une solution au moins « locale ». Georges Bataille dans la *Part maudite* (1949) est dans cette optique : le capitalisme doit évacuer, d'une façon ou d'une autre, un surplus qui tend à devenir excessif, le « flamber » ou l'exporter.

2. L'impérialisme d'émergence, retour à Hobson et Hilferding

L'idée d'un « impérialisme, stade suprême du capitalisme », donc d'un impérialisme lié à la maturité, doit être récusée. Elle n'épuise pas, loin de là, la réalité du début du XXe siècle. Contrairement à ce que pensaient Rosa Luxemburg et Lénine, ce n'était pas toujours la maturité du capitalisme, mais parfois sa jeunesse qui en était alors la cause. Si la France et l'Angleterre étaient des pays de capitalisme ancien, en revanche les États-Unis, l'Allemagne et le Japon étaient les émergents d'alors. Pour ces derniers, c'est le dynamisme et la puissance de l'accumulation du capital qui imposaient l'évacuation du capital ou/et des exportations de marchandises, surtout lorsque les salaires et la puissance de consommation intérieure restaient faibles (ce qui n'était évidemment pas le cas des États-Unis, mais l'était davantage pour

---

internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

[7] « La réalisation de la plus-value n'exige que l'extension générale de la production marchande ; la capitalisation de la plus-value en revanche exige le refoulement progressif de la production marchande simple par la production capitaliste, ce qui enserre dans des limites de plus en plus étroites aussi bien la réalisation de la plus-value que sa capitalisation », *L'accumulation du capital*, in *Œuvres*, Paris : Maspero, 1969, t. IV, p. 41

l'Allemagne et plus encore pour le Japon). Nous verrons que des auteurs comme Hobson ou Hilferding (c'est également le cas de J. A. Schumpeter[8]) l'ont observé.

Il est nécessaire, en outre, d'observer que le capitalisme au Nord a réussi à dépasser le stade de la sous-consommation ou de l'*over-saving* » après la crise de 1929 et le New Deal, surtout après la Seconde guerre mondiale, durant les « Trente glorieuses ». Continuellement poussée par les revendications des salariés organisés, soutenue par la démocratie, aussi parce que le communisme imposait un défi extérieur, surtout du fait de la généralisation macro-économique du fordisme à une échelle nationale, la hausse des revenus des salariés et la consommation de masse ont fourni des débouchés *a priori* illimités à l'accroissement de l'offre produite par l'accumulation du capital. La consommation des ménages est alors devenue le moteur essentiel de l'investissement et de la croissance. Il n'était plus nécessaire au capitalisme de maturité de ces années-là d'exporter le « gap déflationniste », de dégorger le « *saving glut* »[9].

Lorsqu'à la fin du XXe siècle, la mondialisation, la croissance des inégalités et la réduction des salaires réels sont venues remettre en question le moteur de la croissance par le pouvoir d'achat des ménages, il a été relayé puissamment par l'endettement. D'où d'ailleurs, avec la crise financière de 2007-2008 et le reflux de l'endettement, une crise de sous-consommation, avec un risque de regain d'impérialisme américain, et de tensions inter-impérialistes (guerre des monnaies, tentations protectionnistes, recherche à tout prix de la compétitivité pour la croissance des exportations, « *Beggar-My-Neighbour* policies »[10]).

Cela dit, si nous considérons les États-Unis de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle jusqu'à ce jour, les observations vont à rebours des caractéristiques théorisées de l'impérialisme économique « de maturité » : la consommation supporte l'investissement et tire la croissance, le taux d'épargne est très faible, la balance commerciale sévèrement déficitaire, les capitaux sont massivement importés, aussi bien sous la forme d'IDE, d'investissement de portefeuille et de financement de la dette souveraine. Reste l'impérialisme américain pour le contrôle de matières premières, du pétrole, l'impérialisme culturel ou informationnel, et surtout l'impérialisme politique, un impérialisme dont la nature est finalement proche parente de celui des grandes puissances au capitalisme mature qu'étaient la France et l'Angleterre avant 1914.

Aujourd'hui, les pays émergents ne sont-ils pas devenus impérialistes à l'instar des « émergents » de jadis ? Davantage, sans aucun doute, que les États-Unis de la fin du XIXe siècle qui se sont développés surtout sur leur marché intérieur, en rapide augmentation grâce à des salaires élevés et rapidement croissants. Finalement, la première tentation impérialiste

---

[8] Dans « Contribution à une sociologie de l'impérialisme », in *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Flammarion, 1984, Schumpeter estime que cette recherche de la domination pour la domination, du pouvoir pour le pouvoir, n'est pas assimilable à la recherche rationnelle d'un objectif précis au moyen de la force (l'impérialisme est finalement une stratégie perdante), mais un héritage des temps guerriers, féodaux et monarchiques (« les morts règnent toujours sur les vivants » conclut-il). L'impérialisme est donc caractéristique d'une transition de « l'Ancien régime » au capitalisme, un stade d'émergence qui va finir par disparaître avec le triomphe de la bourgeoisie, des ses intérêts et de son esprit rationnel, du libre-échange et de la paix.

[9] BERNANKE Ben S., « The Global Saving Glut and the U.S. Current Accounts Deficit », Speech delivered for the Sandridge Lecture at the Virginia Association of Economists, Richmond, March 10, 2005.

[10] Politique d'exportation du chômage par des exportations de marchandises dopées en particulier par une monnaie sous-évaluée (*Beggar-My-Neighbour* est le nom d'un jeu de carte populaire que l'on pourrait traduire par « Passe à ton voisin »).

américaine « classique », avec et après la guerre contre l'Espagne à la fin du XIXe siècle, n'a pas duré très longtemps, sans doute parce que « l'absorption » interne suffisait.

En revanche, l'Allemagne et le Japon de la fin du XIXe siècle et des quarante-cinq premières années du XXe siècle sont des exemples plus probants d'impérialisme d'émergence, par les exportations, pour la mainmise sur les ressources, par l'investissement direct, par la guerre économique et la guerre de conquête, pour l'Allemagne dans un espace surtout européen (mais pas seulement), pour le Japon, par la domination puis la conquête d'une « aire de coprospérité » en Asie.

Si Lénine a tiré la couverture vers l'idée d'un impérialisme de maturité, d'un stade suprême du capitalisme, de fait avant lui, l'impérialisme était apparu comme un phénomène lié à la rapide émergence économique et politique d'une nation.

Au commencement, nous le disions, était l'ouvrage de J. A. Hobson fondé sur sa théorie de l'*over-saving*, *Imperialism, a Study*, paru en 1902[11]. Tout en le critiquant pour son réformisme, Lénine a reconnu sa dette envers lui[12]. Les idées essentielles sont déjà présentes dans l'ouvrage de J. A. Hobson et A. F. Mummery, *The Physiology of Industry* (1889) dont J.M. Keynes a fait l'éloge dans sa *Théorie générale*[13].

Hobson a développé une analyse qui correspond mieux à la situation présente et à l'impérialisme nouveau de pays émergents, particulièrement celui de la Chine, mais aussi d'autres « émergents » à l'impérialisme à plus courte portée.

Selon Hobson, la croissance de la production ne trouve pas en face d'elle une puissance de consommation suffisante du fait de la répartition inégale des revenus, du blocage des salaires (plus généralement des très bas revenus), d'une part, et du caractère limité des consommations des riches, d'autre part. D'où l'*over-saving* par rapport aux occasions d'investir sur place ou plus précisément par rapport à l'investissement d'équilibre, celui qui produit une demande de travail égale à l'offre de travail et une offre additionnelle de biens égale à la demande additionnelle de biens. Un « excès d'épargne » qui n'est pas le résultat du progrès industriel, mais de ce qu'il nomme « *mal-distribution* ». Cette économie donne à la classe possédante des revenus qu'elle ne peut ni consommer ni convertir « *into really serviceable capital* » (« en capital vraiment utilisable », produisant les biens qui seront

---

[11] Les citations sont tirées du chap. V (« *The Economic Taproot of Imperialism* ») de la première partie de HOBSON, John A., *Imperialism, A Study*, op. cit.

[12] Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dès le premier chapitre, Lénine écrit : « En 1902, l'économiste anglais J.A. Hobson a publié, à Londres et à New York, un ouvrage intitulé *L'impérialisme*. Tout en professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste, identique quant au fond à la position actuelle de l'ex-marxiste K. Kautsky, l'auteur y a donné une description excellente et détaillée des principaux caractères économiques et politiques de l'impérialisme. » Cf. aussi chapitre VIII pour sa comparaison de Hobson et Hilferding.

[13] Dans le Chapitre 23 de « *Notes on Mercantilism, The Usury Laws, Stamped Money and Theories of Under-Consumption* » de la *General Theory of Employment, Interest and Money*, New York : Harcourt, Brace & World, 1964, p. 364 ss), J. M. Keynes, après avoir étudié ce précurseur plus ancien qu'est Bernard de Mandeville et sa *Fable des abeilles*, aborde l'apport de la théorie de l'*over-saving* de Hobson (et Mummery) en écrivant : « *Theories of under-consumption hibernated until the appearance in 1889 of* The Physiology of Industry, *by J. A. Hobson and A. F. Mummery, the first and most significant of many volumes in which for nearly fifty years Mr. Hobson has flung himself with unflagging, but almost unavailing, ardour and courage against the ranks of orthodoxy. Though it is so completely forgotten to-day, the publication of this book marks, in a sense, an epoch in economic thought.* », et il en poursuit l'analyse critique, mais louangeuse, de façon détaillée.

effectivement consommés). C'est ce que Hobson nomme « *dog in the manger* » : le chien dans la mangeoire ne saurait consommer lui-même l'orge destiné au cheval, mais il lui interdit d'en manger[14]. Les capitalistes sont incapables de consommer ou d'investir le surplus, mais ils interdisent aux salariés de le consommer.

D'où la nécessité d'expulser ce surplus, sous la forme d'exportations de marchandises et de capitaux. Hobson en conclut que l'ennemi de l'impérialisme, ce sont les syndicats ouvriers qui luttent pour accroître le niveau de consommation des salariés.

Certes, explique Hobson, les annexions de territoires par l'Angleterre et le commerce avec les colonies se sont avérés très coûteux, ces marchés sont maigres et précaires, et les gains à l'échange viennent surtout des relations commerciales avec ces rivaux que sont les grandes nations industrielles. Mais il faut répondre aux impérialistes anglais qui, maintenant que l'Angleterre n'a plus la suprématie industrielle et commerciale, et qu'elle est durement concurrencée par des nouveaux venus, expliquent : « il nous faut des marchés pour le développement de nos manufactures, il nous faut des débouchés pour l'investissement de notre capital en excès ».

L'intéressant est l'accent mis sur les «pays émergents » d'alors, des pays qui, en une trentaine d'années, ont progressé de façon fulgurante. Il s'agit d'abord des États-Unis. En trois décennies, protégés par des tarifs douaniers élevés, ils ont réalisé une révolution industrielle d'une rapidité sans précédent, ils ont fait littéralement exploser leur production industrielle et leur stock de capital, dépassant les économies européennes les plus avancées[15].

D'où leur récente et nécessaire conversion à l'impérialisme (nous sommes en 1902, la guerre avec l'Espagne date de 1898, après la destruction accidentelle à Cuba du navire de guerre américain, le Maine) pour exporter des marchandises et l'excès des leurs capitaux : « *American Imperialism is the natural product of the economic pressure of a sudden advance of capitalism which cannot find occupation at home and needs foreign markets for goods and for investments.* »

---

[14] Ancienne fable grecque perdue. Lucien dans *Timon ou le misanthrope*, 14, y fait allusion. L'intéressant est que Lucien fait référence à « l'*over-saving* » : « Tu les accusais de folie, tu disais qu'épris de passion pour toi et pouvant te posséder, ils n'en avaient pas le courage, et n'en venaient pas, par crainte, au but de leurs désirs, quoiqu'ils en fussent les maîtres, que, l'œil toujours au guet, le regard fixé sur les cadenas et les serrures, ils faisaient consister toute leur jouissance à ne laisser jouir personne de leur trésor, semblables au chien qui, dans l'écurie, ne mange point d'orge et empêche le cheval affamé d'en manger : tu te moquais aussi de ces gens qui ne font qu'épargner et garder, et qui, chose étrange, sont jaloux d'eux-mêmes, sans réfléchir que chez eux quelque vil esclave, un intendant ou un pédagogue, va s'enivrer en cachette, laissant un maître détestable et maudit calculer ses intérêts à la lueur d'une lampe obscure ».

[15] « *The dramatic character of the change is due to the unprecedented rapidity of the industrial revolution in the United States during the last two decades. During that period the United States, with her unrivalled natural resources, her immense resources of skilled and unskilled labour, and her genius for invention and organisation, has developed the best equipped and most productive manufacturing economy the world has yet seen. Fostered by rigid protective tariffs, her metal, textile, tool, clothing, furniture, and other manufactures have shot up in a single generation from infancy to full maturity, and, having passed through a period of intense competition, are attaining, under the able control of great trust-makers, a power of production greater than has been attained in the most advanced industrial countries of Europe.* »

Hobson estime même que « *Cuba, the Philippines, and Hawaii are but the* hors d'œuvre *to whet an appetite for an ampler banquet* ». Ce ne sera pas le cas sous cette forme, les États-Unis limitant leurs conquêtes territoriales et se contentant, du moins jusqu'à la seconde guerre mondiale, de la consolidation de leur « Doctrine Monroe » (elle date de 1823). Cependant, même s'ils bénéficiaient d'un vaste et croissant marché intérieur, de salaires élevés, donc d'importantes capacités d'absorption d'un surplus croissant, leurs trusts et leurs banques poursuivirent leurs conquêtes économiques. À la rapidité et à la puissance du dynamisme d'émergence américain, s'ajoute en effet, selon Hobson, pour expliquer la nécessité d'exporter des marchandises et des capitaux, cette innovation que sont les trusts. En effet « *the point is that this concentration of industry in "trusts," "combines," etc., at once limits the quantity of capital which can be effectively employed and increases the share of profits out of which fresh savings and fresh capital will spring* ».

Ce qui est vrai des États-Unis l'est également des pays émergents en Europe, et singulièrement de l'Allemagne qui, du fait de sa très rapide accumulation capitaliste, se trouve confrontée à un « engorgement » de capital et de marchandises : « *Germany is at the present time suffering severely from what is called a glut of capital and of manufacturing power: she must have new markets.* »

Ajoutons qu'Hilferding (dont la théorie a également fortement influencé celle de Lénine) était lui aussi impressionné par la situation des « émergents » d'alors, l'Allemagne et les États-Unis. Il met en relation leur agressivité exportatrice appuyée sur un protectionnisme offensif, le dumping, la formation des cartels, des trusts, la mainmise du capital financier (*Das Finanzkapital* est le titre de son ouvrage en 1910 : contrairement à ce que l'on pourrait penser, il s'agit du capital bancaire sous la coupe des cartels industriels). Les prix de monopoles à l'intérieur permettent d'impressionnants profits de monopole, mais ils limitent du même coup les capacités de consommer du marché intérieur, d'où à la fois l'indispensable exportation des capitaux et le nécessaire *dumping* des exportations pour absorber une production rapidement croissante.

Il faut ajouter que cette émergence économique s'est accompagnée du développement du nationalisme. Le nationalisme affecta les nations européennes anciennement industrialisées ainsi que les États-Unis, mais son exacerbation a été un phénomène caractéristique des deux nations émergentes qu'étaient alors l'Allemagne et le Japon.

Aujourd'hui, le patriotisme, et sa forme dévoyée le nationalisme, triomphent dans la plupart des pays émergents, en particulier aux Indes, en Chine, « un chauvinisme d'État ». Péchés de jeunesse ? Sans doute. Mais l'émergence économique et nationale n'est elle pas allée de pair dans les années qui ont précédé les grands affrontements de la Première et de la Seconde guerre mondiale ?

3. « l'impérialisme à l'envers » aujourd'hui : la Chine

L'expression, « l'impérialisme à l'envers » employée par Charles-Albert Michalet est parlante, mais elle ne convient qu'imparfaitement. Dans la mesure où elle fait penser que l'impérialisme d'un pays émergent est un phénomène nouveau, « inversant » l'impérialisme normal, celui d'un pays à maturité. En réalité, nous l'avons vu, l'impérialisme d'émergence a été bien observé par Hobson, Hilferding ou encore Schumpeter. Les États-Unis, l'Allemagne, le Japon ont été typiquement impérialistes lorsqu'ils en étaient au stade où la Chine entre aujourd'hui après deux ou trois décennies de Révolution industrielle. L'impérialisme anglais au XIXe siècle n'est-il pas, lui aussi, de ce type ? Même si, sans doute parce qu'il s'agissait de la première Révolution industrielle (elle aussi s'est faite en quelques quatre décennies) et que l'Angleterre obtint de ce fait une indéniable suprématie, voire des monopoles, elle put répudier l'ancien protectionnisme qui avait soutenu les débuts de son expansion, et opter pour

le libre échange. Ne disait-on pas alors, à propos de l'Angleterre, qu'elle se voulait « l'atelier du monde », l'expression utilisée pour la Chine aujourd'hui ?

Finalement, la Chine est à un moment de basculement, entre une recherche de la pénétration « impérialiste » par les firmes des pays matures (entrée de capitaux, particulièrement d'investissements directs étrangers) au début de la période d'émergence et une expansion « impérialiste » imposée au reste du monde dès lors que l'émergence est acquise. *La première étant mise stratégiquement au service de la seconde*. Elle a fait des investissements directs étrangers l'arme décisive de sa croissance exceptionnelle, de l'explosion de ses exportations industrielles, et finalement du retournement du sens de l'impérialisme.

Parler d'impérialisme de la Chine peut paraître injuste dans la mesure où ce pays en fut une des grandes victimes au XIXe siècle ou au début du XXe siècle, même si finalement elle ne fut pas dépecée, l'impérialisme y restant principalement une prédation commerciale. Il est important de ne pas négliger cette époque car l'effondrement de la Chine alors est aujourd'hui ressenti comme une humiliation qui est à la base de sa fierté retrouvée et de sa volonté d'indépendance et de puissance.

On sait qu'au cours du XIXe siècle, les « traités inégaux » furent imposés à la Chine par les puissances européennes, par les États-Unis et le Japon, d'abord celui de Nankin, obtenu par la Grande-Bretagne après la première guerre de l'opium (1840), avec la cession de Hong Kong, l'ouverture forcée de ports au commerce européen, puis, après la seconde guerre de l'opium (1857-60) avec l'Angleterre et la France, le traité de Tianjin qui imposa l'ouverture forcée de nouveaux ports, la liberté du commerce de l'opium (et le traité d'Aigun avec la Russie). À la fin du siècle, les grandes puissances contrôlent une large fraction de l'économie chinoise, surtout le long du littoral : c'est le temps des « concessions », des « sphères d'influence », la prise de contrôle de villes et d'enclaves permettant le contrôle de vastes territoires. Les guerres avec la Chine permirent encore à la France de coloniser l'Indochine, au Japon de se saisir de la Corée tandis que la pression russe s'exerçait sur le Nord[16]. On connait les troubles et les révoltes, parfois encouragées par le pouvoir chinois contre les étrangers (la guerre des Boxers en 1899-1901[17]) et réprimés par les colonisateurs, et finalement l'agression japonaise dès 1931, puis la tragédie de l'invasion en 1937.

La modernisation de la Chine liée à son ouverture forcée au monde à la fin du XIXe siècle, puis la République de Sun Yat-sen, et finalement la Seconde guerre mondiale, la victoire sur le Japon et celle du communisme eurent raison de cet impérialisme.

Nous sommes cependant plus directement intéressés ici par la période qui a suivi la seconde ouverture de la Chine au monde, celle-ci désirée, voulue, dès 1978 et pendant les années 1980, l'époque des réformes économiques (à cette stratégie dite de « de réforme et

---

[16] La guerre russo-japonaise de 1904-1905 avait comme cause la rivalité entre ces deux puissances pour le contrôle de la Mandchourie (et de la Corée), la défaite russe fut le symptôme de l'émergence du Japon et signa la fin des prétentions russes.

[17] Les Boxers (ou Boxeurs), une révolte contre la pénétration économique, politique et religieuse des « diables étrangers » qui, d'abord orientée contre la dynastie Qing et les tentatives de modernisation, fut ensuite encouragée par l'impératrice Ci Xi. Huit nations (Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) firent la guerre à la Chine. On connaît l'épisode des 55 jours de Pékin (et le film de Nicolas Ray). Il y aura finalement un contingent de 100.000 soldats étrangers qui mirent littéralement à genou la Chine, exercèrent une répression extrêmement dure sous le commandement du général von Waldersee, imposèrent un « traité inégal » et prirent pratiquement le contrôle du gouvernement (d'où le discrédit de la dynastie et une des causes de l'avènement de la République).

d'ouverture », il faut adjoindre celle de l'enfant unique) mises en œuvre par Deng Xiaoping, et finalement la conversion de la Chine au capitalisme d'État despotique. Dès 1979, des « Zones économiques spéciales » (54 Zones aujourd'hui) sont créées pour attirer les investissements directs étrangers (les principales sont celles de Shenzhen, Shantou, Zhuhai, Xiamen et Hainan, elles ont bénéficié de 20% de l'investissement direct étranger en 2006).

Cette stratégie est confortée ensuite par une politique tournée vers les exportations (la dévaluation de la monnaie de 50% en 1993), son attache au dollar, l'inconvertibilité maintenue avec le refus de la libération des flux de capitaux et, après 1997 et l'évitement de la crise asiatique grâce à cette stratégie, la constitution systématique de réserves de change de plus en plus importantes, des réserves « stérilisées » (c'est-à-dire non monétarisées) afin d'éviter l'inflation, et qui ont permis de conforter l'indépendance économique. L'entrée dans l'OMC en 2001 est une victoire, et un nouveau pas en avant, de cette stratégie.

L'intéressant est, pendant cette période et jusqu'à nous, la recherche systématique d'une entrée des investissements directs étrangers et le rôle majeur des firmes étrangères dans l'explosion des exportations industrielles et la croissance du PIB « à deux chiffres ». Depuis le lancement par Deng Xiaoping de la politique « de réforme et d'ouverture », le PIB chinois a été multiplié par dix. On retrouve, en plus accentué, un rythme comparable à celui du Japon dès le début du XXe, avec le choc négatif de la crise, du protectionnisme mondial des années Trente et de la fuite en avant dans la guerre, mais un redémarrage foudroyant dans les années 1950 et 1960. Ou encore de la Corée du Sud entre 1960 et 1997 (la crise asiatique). Mais la Chine partait de très bas et sa dimension même pose un problème d'une autre nature. Probablement jamais dans l'histoire, une ouverture aux capitaux et aux firmes étrangères à cette échelle n'a été recherchée afin d'obtenir un développement accéléré en retournant cette arme que les firmes étrangères lui livrait contre l'industrie des pays d'origine de ces firmes.

S'il y a une entrée massive des investissements directs étrangers, on ne peut cependant qualifier « d'impérialiste » les grands pays développés, ni même leurs firmes multinationales. En ce qui concerne les nations, elles ne voient pas d'un œil favorable ces implantations, n'encouragent pas ces délocalisations périlleuses pour leurs industries. Quant aux « multinationales », elles sont certes conquérantes, cherchant soit l'implantation de sous-traitants, soit l'exportation de biens finis, soit des débouchés sur place ; elles sont même potentiellement impérialistes. Cependant, s'il y eut tentation impérialiste, elle fut sous contrôle : *cette entrée du capital étranger fut à la fois désirée et maîtrisée par l'État chinois*.

Il y a plus de 500.000 entreprises étrangères en Chine, implantées surtout dans les régions littorales, et si elles eurent longtemps besoin d'un partenariat avec des capitaux nationaux, ce n'est plus le cas depuis 2001. Certes, elles ne bénéficient plus d'avantages fiscaux et elles restent contrôlées, elles subissent et se plaignent de distorsions diverses et de difficultés à l'entrée (surtout depuis la récente loi anti-trust). Cependant entre janvier et septembre 2010, encore près de 20.000 entreprises étrangères ont été autorisées à s'implanter.

En 2009, 32 % des exportations de la Chine sont le fait d'entreprises à cent pour cent étrangères et 18 % par des firmes en partenariat avec des sociétés chinoises. On peut estimer à 20% le total de la production chinoise faite par des entreprises à capitaux étrangers, les entreprises étrangères jouant le rôle principal dans 21 des 28 principales industries du pays. Elles ont joué un rôle important dans la reprise des exportations chinoises en 2009. Sur les 200 premières entreprises en Chine en termes de commerce extérieur en 2009, 153 sont des entreprises à capitaux étrangers ayant enregistré des exportations d'une valeur totale de 251 milliards de dollars (le total des exportations chinoises se montent alors à 1 200 milliards de dollars).

Les IDE en Chine auront été de 420 milliards de dollars sur la période du 12e plan quinquennal (2006-2010), 1,5 fois plus que ceux de la période 2001-2005 : la Chine est devenue le deuxième plus grand importateur d'IDE. Et l'entrée de ces capitaux continue :

pour les neuf premiers mois de 2010, le montant total des IDE en Chine est 74 milliards de dollars (soit une croissance annuelle de 16,5%). Et pour mesurer la balance de l'impérialisme par les capitaux, il faut observer que, sur ces mêmes neuf premiers mois de 2010, les investissements *à l'étranger de la Chine*, à l'exclusion du secteur financier, *n'en représentent que la moitié* : ils ont en effet totalisé un peu plus de 36 milliards de dollars, 31% de ces investissements concernant l'acquisition d'entreprises.

La notion d'impérialisme par les capitaux perd de sa simplicité lorsqu'un pays comme la Chine (1) importe deux fois plus d'IDE qu'elle n'en exporte - elle subirait donc un impérialisme de maturité des vieux pays développés - mais (2) utilise ces entreprises étrangères pour produire les biens industriels qu'elle exporte - elle exercerait donc un impérialisme par les exportations - ce qui engendre la désindustrialisation du monde développé et permet à la Chine de constituer des réserves de change qui sont placées au Nord, d'où (3) une exportation de capitaux pour financer la dette souveraine des États-Unis (et pas seulement la leur) et la dette privée, voire l'achat de sociétés étrangères, exerçant donc un impérialisme par les capitaux.

De fait, on ne peut faire une analyse statique, il faut prendre le phénomène dans son mouvement, en évolution. Nous sommes dans une période de transition caractéristique *de l'émergence accomplie*. Les pays développés, les économies matures (États-Unis, Japon, Europe) ont exporté et continent d'exporter leurs capitaux car les capacités d'expansion et de profit sont limitées au Nord. La Chine en a fait un exceptionnel moyen de développement, et d'exercice d'un « impérialisme à rebours » :

- un impérialisme *d'abord* par les exportations « offensives », un dumping monétaire (monnaie inconvertible, sous-évaluée, refus de laisser les réserves massives contribuer à une inflation qui aurait été rééquilibrante) et social (freinage des hausses de salaire, interdiction des syndicats, et nous nous souvenons qu'Hobson fait du syndicalisme l'ennemi principal de l'impérialisme !),
- *ensuite* par les capitaux : en premier lieu le « capital usuraire » (pour rester dans le ton avec cette expression marxiste désuète), en second lieu, et dès maintenant, le capital productif, l'achat de sociétés étrangères, les IDE réalisés à l'étranger.

Aujourd'hui, les capitaux ne se déplacent plus principalement du Nord au Sud, et non pas simplement du Sud au Nord, comme on le dit souvent, ils se déplacent des pays récemment émergés vers les pays matures (la « Triade » dit Michalet[18]) et vers les pays encore en développement (un flux bien plus modeste). L'impérialisme d'émergence s'exerce, d'un côté vers les vieux pays développés, par les exportations de produits industriels et de capitaux, de l'autre côté sur les pays en développement (Afrique, Asie sous-développée) par l'emprise sur les ressources en matières premières, produits énergétiques et même sur les terres.

On retrouve dans la Chine de 2010 toutes les caractéristiques sous-jacentes de l'impérialisme à la Hobson-Hilferding. Le taux d'investissement y est très élevé (36%). Il est possible de parler de surinvestissement (*guodu touzi*) par rapport à la demande présente, tant interne qu'externe, au moins depuis 2000. Conforté par des taux d'intérêt faibles, encadré par de grands projets, animé par le « complexe État – Banques - Industrie », ce volontarisme d'investissement sans prise en compte du rendement prévisible conduit à une « fuite en

[18] Déjà en 2002, dans *Qu'est-ce que la mondialisation*, Charles Albert Michalet distinguait les trois cercles : pays de la Triade, Économies de la « nouvelle nouvelle frontière » et économies marginalisées, et évoquait le nouveau rôle des pays « émergents ».

avant », à des excédents de capacités de production dont on espère - et jusqu'ici avec succès - qu'ils seront comblés par le gonflement des exportations.

Ces surcapacités continuellement entretenues par le surinvestissement sont exportées vers les États-Unis et l'Europe où elles propagent leurs effets sous la forme d'excès d'offre, de chômage et de désindustrialisation. Les exportations de la Chine tirent la croissance comme jamais dans l'histoire : 75% de la croissance chinoise en 2010 vient des marchés extérieurs. C'est beaucoup plus que l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, plus que l'Allemagne à la fin du XIXe et au début du XXe, plus que le Japon à cette même époque et dans les années 1950 et 1960.

La balance commerciale chinoise peut être systématiquement, et de plus en plus massivement, en excédent dans la mesure où, malgré le niveau élevé du taux d'investissement, le taux d'épargne lui est encore supérieur. N'est-il pas nécessaire de parler d'un *over-saving* à la Hobson[19] avec un taux d'épargne à 45% ? Le marché intérieur ne se développe pas suffisamment dans la mesure où les salaires sont à la fois encadrés et tirés vers le bas par l'immensité de l'armée de réserve des paysans misérables, par l'absence de véritables syndicats, où l'épargne prolifère en l'absence d'un système d'assurance sociale, du fait de l'inégalité massivement croissante au bénéfice des nouvelles classes exploitantes, prédatrices même, en relations à l'État despotique au niveau central comme aux niveaux locaux (corruption, situations de non droit).

L'investissement augmente plus rapidement que le PIB et celui-ci plus que les revenus des salariés (sans parler des paysans paupérisés !) et ceux-ci plus vivement que leur consommation : la part de la consommation dans le PIB décroît par conséquent fortement, et l'épargne des ménages est de plus en plus importante, mais aussi celle des entreprises et, aujourd'hui, avec l'accroissement du prélèvement fiscal, l'épargne des administrations.

Un impérialisme d'émergence donc, avec des aspects « hilferdingiens » dans la mesure où il y a conjonction du protectionnisme et d'une politique d'exportation volontariste, les grandes entreprises d'État chinoises jouant le rôle des anciens cartels allemands encouragés et soutenus par l'État et le régime de change fixe artificiellement faible se substituant au dumping jadis pratiqué par les cartels allemands.

Le volontarisme d'exportation qui conforte le volontarisme d'investissement est en effet rendu possible par une monnaie inconvertible, le yuan, et sa sous-évaluation compétitive. On ne saurait l'évaluer simplement en parité du pouvoir d'achat par rapport à l'Europe ou aux États-Unis puisque en Chine, l'inflation est contenue, les hausses de salaires entravées et la consommation bloquée[20]. La sous-évaluation massive s'exprime par l'accumulation de réserves gigantesques de devises étrangères. Pour appréhender l'importance relative de ces réserves, observons que celles-ci se montent à plus de 2.500 milliards en 2010 et que le PIB nominal chinois, sur les six premiers mois de l'année 2010, était de 2.532 milliards de dollars. Ce pays choisit donc, pour manipuler sa monnaie, conforter son indépendance et sa puissance politique, s'assurer contre d'éventuels retournements de conjoncture et se doter d'une capacité de financement de titres étrangers, de stocker

---

[19] Il peut y avoir à la fois surinvestissement et *over-saving*. En effet, le surinvestissement l'est par rapport à la demande solvable du moment, à des rendements de l'investissement additionnel basés sur les fondamentaux (on investit sans tenir compte de la rentabilité en pensant que l'accroissement du marché mondial épongera demain n'importe quelle surcapacité aujourd'hui). Et l'*over-saving* l'est du fait d'un taux d'épargne supérieur au taux d'investissement.

[20] À l'intérieur de la Chine (par rapport aux marchandises) la monnaie chinoise est serait donc *surévaluée*, dans les relations extérieures (par rapport au dollar), elle est *sous-évaluée*. Trois ans d'inflation à 10% en Chine rétabliraient l'équilibre.

l'équivalent de six mois de PIB en devises étrangères, essentiellement des dollars[21] ! Et comme ces réserves sont stérilisées, le risque d'inflation est évité, et avec lui le « classique » mode de rééquilibration des balances commerciales lorsque les changes sont fixes.

Grâce à ce système combinant un fort excédent de la balance commerciale, la sous-évaluation de la monnaie et l'accumulation de réserves, l'impérialisme *par les exportations de marchandises* peut se doubler d'un impérialisme *par les exportations de capitaux*. La boucle du premier au second type d'impérialisme est bouclée puisque les réserves servent à l'achat de titres et de dettes privées et publiques, surtout américaines, et ont permis la formation d'un fonds d'investissement souverains qui se livre à des investissements directs et de portefeuille dans le reste du monde. Le China Investment Corp (CIC) qui est doté de 200 milliards de dollars et les banques d'État chinoises achètent les titres de propriété des banques et grandes entreprises industrielles des pays avancés.

L'impérialisme d'émergence de la Chine prend aujourd'hui toute son ampleur avec sa croissance retrouvée à 11% toujours axée sur les exportations. Avec le plan de relance de 2008, la Chine a encore augmenté son surinvestissement. Ce plan massif de 4.000 milliards de yuans (586 milliards de dollars) jusqu'à fin 2010 a permis au « complexe État - Banques - Industrie » d'organiser la fuite en avant vers de grands projets d'infrastructures (routes, chemins de fer et transports, projets immobiliers) impulsés par les collectivités locales tandis que les entreprises investissent massivement à des taux d'intérêt très faibles sans réel souci de rentabilité, en espérant (dans une « économie de la bicyclette » selon l'expression que l'on utilisait jadis pour le Japon, avant qu'elle tombe dans le fossé[22]) que la rentabilité suivra.

4. Un « néo-colonialisme » chinois en Afrique

À l'impérialisme par les exportations de marchandises et de capitaux s'ajoute l'impérialisme traditionnel pour la mainmise sur les matières premières, l'énergie et les terres.

En Afrique, en particulier, la Chine est devenue une grande puissance « post-coloniale »[23]. Depuis une vingtaine d'année, surtout depuis 2006 (« l'Année de l'Afrique en Chine »), les relations économiques de la Chine avec l'Afrique se sont fortement développées sur ce registre « classique » (matières premières contre produits manufacturés et investissements directs). La Chine cependant s'efforce de se présenter comme une puissance non-impérialiste (elle bénéficie à cet égard de son image, une histoire non-coloniale, une nation jadis soumise à l'impérialisme et de son soutien passé aux mouvements indépendantistes). Une autre raison de son succès est qu'elle commerce ou investit aussi bien avec les dictatures qu'avec les pays plus démocratiques, ne posant aucune condition de « bonne gouvernance » du type « Consensus de Washington » ; elle-même (elle a été à bonne école avec ses devanciers européens) semblant pratiquer la corruption des élites politiques à grande échelle. Enfin, la Chine se présente avec une certaine efficacité comme jouant un jeu

---

[21] Selon les données du FMI, les réserves mondiales de change étaient de 8.090 milliards de dollars à la fin 2009. Cela représente 14% du produit intérieur brut (PIB) de la planète. La Chine détient donc 30% des réserves mondiales et le fait que cela corresponde à 50% de son PIB est exorbitant.

[22] Une image que nous empruntons à Léon Walras, « L'économie appliquée et la défense des salaires », *Études d'économie politique appliquée, Œuvres économiques complètes*, vol. X, Paris, Economica, 1992, p. 258.

[23] Sur les relations Chine Afrique, cf. HUGON Philippe, « Coopération : New Player in Africa », *Revue internationale de politique de développement*, 1/2010, Dossier Afrique : 50 ans d'indépendance, p. 99-118.

coopératif où les deux partenaires trouvent également leur compte. Pour appuyer sa stratégie économique et politique, la Chine fait un important effort de diffusion culturelle, ou si l'on préfère de propagande, (Radio « Chine Internationale », Instituts Confucius) et les échanges interuniversitaires se développent.

En 2009, la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial de l'Afrique. La part des exportations de l'Afrique vers la Chine est passée de 1,3% en 1995 à plus de 15% en 2009. L'Afrique reste cependant un partenaire commercial modeste pour la Chine : elle ne représente que 5% de son commerce extérieur. Mais la balance des paiements est en léger déséquilibre au profit de l'Afrique (c'est d'ailleurs le signe de cette autre forme d'impérialisme). L'essentiel des échanges est fait avec quelques pays : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Congo, Égypte, Guinée équatoriale, Nigeria, Soudan.

Après un relatif « passage à vide » à 91 milliards de dollars avec la crise de 2009, en 2010 le volume des échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains dépassera le précédent record de 2008 de 107 milliards de dollars[24]. En effet pour le premier semestre de 2010, la croissance annuelle du volume du commerce entre la Chine et l'Afrique a été de 65%, à 61,2 milliards de dollars[25].

Le but de la Chine est avant tout le contrôle des ressources et l'importation de produits énergétiques, matières premières, minerais, un impérialisme à l'ancienne. Ses besoins en matières premières sont en effet considérables et rapidement croissants au point de déséquilibrer les marchés mondiaux de matières premières.

Il s'agit avant tout du pétrole, celui du Golfe de Guinée (Nigeria), de l'Angola ou du Soudan (plus de 60% des importations chinoises, soit 30 % de son approvisionnement : 38 millions de tonnes sur 127 millions de tonnes en 2006). La CNPC (China National Petroleum Corporation) et la Sinopec (China Petroleum and Chemical Corporation), les principales compagnies pétrolières chinoises, ont acquis des contrats d'exploitation (parfois en partenariat) et elles investissent dans le raffinage et réalisent des prospections.

Au-delà du pétrole, on peut citer les prises d'intérêt et les importations fortement croissantes de diverses matières premières : le bois du Cameroun, le chrome du Zimbabwe, le fer, les diamants d'Afrique du Sud, le cuivre, le nickel, le manganèse, la bauxite ou l'uranium (de la République centrafricaine), le coton[26].

L'Afrique est réciproquement un débouché pour une fraction encore modeste de la production manufacturière chinoise. D'abord des produits bon marché (textile et petit électroménager) qui contribuent à éliminer des pans entiers de la petite production locale. Ironiquement, on peut citer la célèbre phrase de Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*, aujourd'hui « retournée » : « Le bon marché de ses produits est l'artillerie lourde qui lui permet de battre en brèche toutes les murailles de Chine ». Cependant il serait erroné de croire que la Chine est restée cantonnée dans ces productions manufacturières traditionnelles : plus de 50% des exportations chinoises sont aujourd'hui à haute valeur ajoutée (électronique, nouvelles technologies, machines).

---

[24] ACADEMIE CHINOISE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE, MINISTERE DU COMMERCE, Rapport 2010, *Les Relations économiques et commerciales sino-africaines*.

[25] Si le taux de croissance chinois a été de 11,1% sur le premier semestre de 2010, celui de l'Afrique serait de 4,5% en 2010 et de 5,2% en 2011.

[26] Les produits africains exonérés de droits de douane en Chine sont passés de 190 à 4000.

Le contrôle de la Chine sur l'économie africaine passe par des financements privés et publics. À la fin 2009, la Chine avait investi au total 9,3 milliards de dollars en Afrique[27]. Elle a créé un fonds spécial d'investissement pour ce continent doté de 5 milliards de dollars, notamment dans le secteur des travaux publics et des télécommunications. Les investissements directs vers les pays africains en 2010 seront de 1,44 milliard de dollars (contre seulement 220 millions en 2000), des investissements directs non financiers qui ont augmenté en 2010 de 55,4% par rapport à 2009. En 2010, 1 600 entreprises chinoises sont présentes en Afrique : agriculture, énergie, exploitation minière, manufacture, bâtiment et travaux publics, mais aussi sur le marché des biens de consommation courante.

Aux investissements en capitaux, il faut ajouter les exportations de main d'œuvre chinoise qualifiée, temporaire ou de fait plus permanente. Ils participent et encadrent en particulier la construction d'infrastructures (barrages, routes, ponts), de logements et de bâtiments publics. Leur présence, souvent dans des quartiers homogènes et fermés, a commencé, ici ou là, à provoquer mécontentements et troubles.

Se font jour également des critiques concernant le rôle négatif sur l'environnement des activités des entreprises chinoises minières et forestières. Ces critiques viennent renforcer celles qui mettent en avant la concurrence que fait à l'activité africaine et aux travailleurs africains, les entreprises chinoises et les travailleurs chinois sur place, les produits bon marché importés de Chine. D'autres critiques enfin, encouragées par les pays concurrents du Nord, mettent en avant le néo-colonialisme chinois.

Ce néo-colonialisme est réel ; il n'est pas différent de celui des États-Unis, de l'Europe, particulièrement des anciens colonisateurs français, anglais, belges, ou du Japon. Mais aussi d'autres pays émergents, pays producteurs de pétrole ou, plus généralement, de tous ceux qui utilisent leurs importantes réserves de change pour constituer des fonds souverains visant à diverses formes de prises de contrôle. L'emprise se fait en particulier sur les terres.

5. L'impérialisme pour la terre et les fonds souverains aujourd'hui

Pour les grands pays asiatiques ou du Moyen-Orient détenteurs d'importantes ressources financières, les fonds souverains servent à assurer l'avenir. Un aspect particulièrement important de cette finalité est, pour les gouvernements de nombreux pays émergents ou pétroliers, de se donner les moyens de garantir un approvisionnement en denrées alimentaires. Leur population est en rapide croissance alors même que les sols de ces pays sont incapables d'assurer une importante production agricole ou qu'ils tendent à devenir insuffisants par rapport à la croissance démographique. La crise alimentaire de 2007 qui prélude à la crise financière, a servi de révélateur. On a vu alors les cours des denrées agricoles s'envoler rapidement et nombre de pays émergents ou pétroliers, à la recherche de débouchés pour leurs capitaux, se sont lancés dans d'importantes opérations d'achats de terre à l'étranger. À la volonté d'assurer l'approvisionnement en denrées de base s'ajoute souvent le désir de produire à l'étranger du bioéthanol ou du biodiesel[28] pour satisfaire une demande énergétique en rapide développement alors que le pétrole apparaît incapable d'assurer la satisfaction de ces besoins à plus ou moins long terme.

Il faut observer que les pays « nouveaux riches », pays émergents d'Asie ou pays pétroliers du Moyen-Orient, ont perdu confiance dans le marché mondial pour assurer cet

---

[27] ACADEMIE CHINOISE DU COMMERCE INTERNATIONAL, *Les Relations économiques et commerciales sino-africaines*, *op. cit*.

[28] DOCKES Pierre, *Le Sucre et les larmes, bref essai d'histoire et de mondialisation*, Paris, Descartes & Cie, 2009, chap. 5, p. 247 ss.

approvisionnement en denrées alimentaires dans le futur. Ils cherchent donc le moyen de les produire ailleurs, mais pour eux-mêmes.

On a donc assisté à une forte et brusque accélération des achats de terres par des gouvernements, des fonds souverains ou d'investissement, des entreprises publiques ou privées, de terres, par centaines de milliers d'hectares souvent, voire par millions d'hectares, pour des cultures vivrières ou pour la production de biocarburants à base de maïs, d'huile de palme et de cannes à sucre. Et ce mouvement a été soutenu par la Banque mondiale.

En effet, *des millions d'hectares* sont acquis par la Chine (2 090 000 ha), la Corée du Sud (2 306 000 ha), la Libye, l'Arabie saoudite (1 610 000 ha), le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis (1 282 500 ha), et même l'Inde et le Japon. Les achats de (très) grands domaines ont été réalisés en particulier au Pakistan, en Birmanie, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, aux Philippines, en Indonésie, en Afrique en Ouganda, au Soudan, à Madagascar, au Brésil, au Kazakhstan, en Ukraine, en Géorgie[29].

L'acquéreur n'est pas nécessairement un fonds souverain. Ainsi Daewoo, entreprise sud-coréenne, vient (juillet 2008) de tenter d'acquérir 1,3 million d'hectares de terres (pour 99 ans), soit l'équivalent de la moitié des terres arables, à Madagascar pour la culture du maïs et la production d'huile de palme (1 million d'hectares de terres pour le maïs, 300 000 hectares pour les palmiers à huile). Mais c'est le gouvernement sud-coréen qui achète des terres en Argentine, en Russie, en Asie du Sud Est, au Soudan comme c'est le gouvernement de Bahreïn qui réalise une opération d'achat massive de terre aux Philippines et en Thaïlande pour cultiver du riz, le gouvernement chinois qui achète des terres en Afrique, au Brésil, en Birmanie, aux Philippines, au Kazakhstan. De même, ce sont les États du Golfe qui achètent des terres au Brésil, en Asie du Sud Est, le fonds souverain ou le gouvernement du Koweït qui acquiert des latifundios au Yémen, au Maroc, en Égypte, au Laos (riz), en Thaïlande, au Cambodge, en Birmanie (riz, palmiers à huile), au Soudan. Le fonds souverain du Qatar, le Qatar Investment Authority, investit en terres au Soudan, en Indonésie, au Vietnam, les Émirats arabes unis le font en Afrique, au Soudan, au Cambodge, au Vietnam, au Kazakhstan, en Amérique du Sud, au Pakistan, et c'est un fonds souverain Libyen qui investit dans de grands domaines au Libéria.

Les protestations locales sont fortes, surtout de la part de la petite paysannerie et de ceux qui, déjà sous-alimentés parfois, voient ces latifundios vendues à des gouvernements, des fonds souverains, des fonds d'investissements ou des groupes privés étrangers afin de mettre en œuvre une production destinée à nourrir leurs populations. Souvent, ce ne seront même pas les travailleurs locaux qui seront utilisés sur place, mais une main d'œuvre importée.

Ainsi au Pakistan, les mouvements paysans sont effrayés par la volonté du Qatar de faire produire une fraction de ses besoins alimentaires dans des « latifundios » au Pendjab. Ils craignent que des milliers de villages ne soient déplacés. Autre exemple, en Indonésie, les grands domaines (1,6 million d'hectares dans le district de Merauke) destinés à la riziculture pour les Saoudiens se font au détriment des populations papoues locales à qui nul n'a demandé leur avis (elles le donnent cependant, mais l'accord entre gouvernements n'en tient pas compte). Partout, les risques pour les populations indigènes sont confrontés à la volonté des pays investisseurs d'assurer leur avenir alimentaire ou énergétique. Certes, ce n'est pas un nouveau colonialisme, il ne s'agit pas de conquérir des terres[30], mais de les acheter ou de les

---

29 Cf. le rapport de Julian BROGER dans *The Guardian* du 22 novembre 2008.

30 Comme l'écrivait le pangermaniste *völkisch* et raciste allemand Albrecht Wirth, *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, München : Bruckmann, 1901, p. 227 : « Un peuple a besoin de terre pour son activité, de terre pour son alimentation. Aucun peuple n'en a autant besoin que le peuple allemand qui se multiplie si rapidement, et dont le vieil habitat est

louer avec des baux de très longue durée. Ne retrouve-t-on pas un phénomène du même type que celui qui, à la fin du XIXe siècle et au cours du XXe siècle, avait donné au capital américain la propriété d'une fraction considérable des sols de l'Amérique latine, de Cuba ?

Comment ne pas mesurer la distance entre aujourd'hui et la fin des années 1960 et du début des années 1970, celles des discours anti-impérialiste, certes, mais aussi, comme me l'écrit Yves Bouchut, comment ne pas éprouver de nostalgie, pour ces temps de la TR4 rouge de Charles-Albert, ceux de la Rhumerie, de la faculté de Dijon, ceux des *Temps Modernes*, ceux des *Cahiers du Cinéma*[31], de Claude Chabrol, de Stéphane Audran et de Jean-Luc Godard, et de nos discussions interminables avec Jean Domarchi sur Murnau et Cukor, Shakespeare, Marx et la Révolution anglaise[32].

Bibliographie

ACADEMIE CHINOISE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE, MINISTERE DU COMMERCE, *Les Relations économiques et commerciales sino-africaines*, Rapport 2010.

BATAILLE Georges, *La Part maudite* (1949), *Œuvres complètes*, t. VII, Paris, Gallimard, 1976, p. 17-179.

BERNANKE, Ben S., « The Global Saving Glut and the U.S. Current Accounts Deficit », Speech delivered for the Sandridge Lecture at the Virginia Association of Economists, Richmond, March 10, 2005.

DOCKES Pierre, *Le Sucre et les larmes, bref essai d'histoire et de mondialisation*, Paris, Descartes & Cie, 2009.

DOMARCHI Jean, *Marx et l'histoire*, Paris, L'Herne, 1972.

HILFERDING Rudolf, *Das Finanzkapital* (1910), trad. française *Le Capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Minuit, 1979.

HOBSON John A., *Imperialism, A Study*, London, Constable, 1905 ; New York, Cosimo classics, 2005.

HOBSON John A., MUMMERY Albert F., *The Physiology of Industry, being an exposure of certain fallacies in existing theories of economics*, London, Murray, 1889.

HUGON Philippe, « Coopération : New Player in Africa », *Revue internationale de politique de développement*, Dossier Afrique : 50 ans d'indépendance, 1/2010, p. 99-118.

KEYNES, John M., *General Theory of Employment, Interest and Money* (1936), New York, Harcourt, Brace & World, 1964.

LENINE Vladimir I., *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917), traduction française, Moscou, Éd. du Progrès, 1969.

LUXEMBURG Rosa, *L'Accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme* (1913), in *Œuvres*, t. III, IV, Paris, Maspero, « Petite collection », 1969.

MICHALET Charles-Albert, *L'Entreprise plurinationale*, Paris, Dunod 1970.

---

devenu dangereusement étroit. Si nous n'acquérons pas bientôt de nouveaux territoires, nous irons inévitablement à une effrayante catastrophe. Que se soit au Brésil, en Sibérie, en Anatolie ou dans le sud de l'Afrique, peu importe, pourvu que nous puissions à nouveau nous mouvoir en toute liberté et fraîche énergie, pourvu que nous puissions à nouveau offrir à nos enfants de la lumière et de l'air d'excellente qualité et quantité abondante. »

[31] Charles-Albert Michalet a écrit *Le Drôle de drame du cinéma mondial* (Paris : La Découverte, 1987).

[32] Outre ses articles dans les *Cahiers du cinéma*, citons de Jean Domarchi *Marx et l'histoire*, Paris : L'Herne, 1972.

MICHALET Charles-Albert, *Le Drôle de drame du cinéma mondial*, Paris, La Découverte, 1987.

MICHALET, Charles-Albert, *Qu'est-ce que la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2002.

SCHUMPETER Joseph A., « Contribution à une sociologie de l'impérialisme » (« Zur Soziologie der Imperialismen », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 46, 1918-1919), in *Impérialisme et classes sociales*, Paris, Flammarion, 1984.

TOUGAN-BARANOWSKI Michel (1894), *Les Crises industrielles en Angleterre*, Paris, Gière et Briard, 1913.

WALRAS Léon, « L'économie appliquée et la défense des salaires », *Études d'économie politique appliquée*, *Œuvres économiques complètes*, vol. X, Paris, Economica, 1992.

WIRTH Albrecht, *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, München : Bruckmann, 1901.